

Meilleurs vœux 2021 !

2020 nous a tous marqué, et cela continue en 2021 pour le monde de l'élevage.

Nous devons faire face à des épidémies que propagent les animaux sauvages, véritables menaces pour nos animaux d'élevage, pour nos filières alimentaires. Ne laissons pas régner le rêve naïf, ne laissons pas les contradictions se mettre en place. De nouvelles maladies guettent nos animaux tous les matins. Sauvegardons notre sécurité alimentaire et assurons notre souveraineté alimentaire si chère à notre Ministre de l'Economie et à nos concitoyens. Cela passe par la protection de nos animaux, par des modes d'élevage sécurisés pour ne pas exposer nos animaux aux agressions extérieures (sangliers, oiseaux migrateurs). Le plein air a ses limites, c'est une certitude. **Nos élevages conventionnels sont dans le vrai, notre système d'exploitation représente l'avenir, en prévenant l'introduction de maladies et en faisant diminuer la consommation d'antibiotiques.**

Poursuivons cette trajectoire. Observons la modernisation des bâtiments d'élevage dans les pays frappés par les épidémies : ces bâtiments construits aujourd'hui sont des bâtiments fermés, sécurisés, confortables pour le bien-être des éleveurs, des salariés et des animaux.

Nous avons fait le choix de prioriser notre bonne alimentation, notre santé, notre bien-être et de lutter contre la faim et la misère. C'est pourquoi nous élevons des animaux, pour nous nourrir dans le respect du contrat moral que nous avons avec eux.

Ne laissons pas s'imposer les sirènes **des extrémistes L214, Vegan, Ecolos Bobos** dont le seul objectif est d'abolir la consommation de viande pour :

- **mettre fin** à l'élevage,
- **détruire** notre culture de paysans,
- **anéantir** notre patrimoine gastronomique,
- **broyer** l'économie bretonne,
- **transformer** nos campagnes en réserve d'aborigènes pour grands-métropolitains condescendants,
- nous rendre **dépendants de l'aumône** et nous positionner en quémandeurs de subsides publiques dont l'attribution honorent surtout ceux qui les annoncent,

- faire le jeu de **la capitalisation boursière de start up « hors sol »** qui investissent dans la production de protéines de synthèse pour des consommateurs toujours plus dépendants d'aliments hyper transformés, de substituts chimiques alors qu'ils revendiquent toujours plus de naturalité et de lien au terroir,
- **CASSER LA BRETAGNE**

Nous sommes 8 milliards d'habitants aujourd'hui, nous serons 10 milliards en 2050. La FAO estime que le monde va doubler sa consommation de viande d'ici 2050. Il va falloir produire 300 millions de tonnes de viande supplémentaires pour répondre aux attentes des classes moyennes émergentes. Même chose pour le lait alors que la planète manque de produits laitiers.

Ne laissons pas les contradictions s'installer : le miel plus ou moins bio produit à Paris !!! Les légumes et les substituts à la viande produits en container implantés en zones industrielles périphériques des grandes métropoles !!!! Les toitures couvertes de jardins de légumes !!! Nous produisons des produits de qualité, enviés à travers le monde. Nous produisons dans nos serres, dans nos élevages et ceci à un coût très raisonnable pour les consommateurs.

Producteurs-vendeurs en circuit court : oui, très bien sans doute pour une minorité de chefs d'entreprise hyper performants, à compétences professionnelles multiples s'ils veulent bien vivre de leur métier. Mais pour une majorité des producteurs-vendeurs circuit court, quelle est la rémunération effective ? Quelles sont les statistiques en matière de pérennité et de transmission/installation de ces exploitations ? **Impossible de trouver des études de groupe ! Étonnant ! Et pourtant, ce n'est pas faute de chercher. Aucune étude à la Chambre Régionale d'Agriculture sur ces sujets importants ! Et pourtant, pour orienter et décider, tout décideur sait qu'il faut étudier, analyser, discerner avant de parler ! Et ceci d'autant plus quand il s'agit de parler publiquement et dans la sphère parisienne !**

En réalité la pandémie nous prouve à quel point nous avons besoin d'une agriculture performante, nourricière et abordable. La Bretagne résiste bien au confinement. Notre socle agri-agro est fait de granit : l'agriculture, l'élevage moderne sont attractifs, nos métiers de la nature et du vivant, passionnants ! Que du beau et des perspectives à proposer pour les années à venir !

En Bretagne, nous avons de l'eau, un bon climat, des centres de recherche, des femmes et des hommes attachés à leur Région et bien formés. Tout ceci doit continuer. Le mot évolution a sa place. Continuons à produire, continuons à faire du volume. Le monde a besoin de nourriture. Arrêtons d'importer !

L'AMEB a toujours défendu le mot compétitivité. Gardons-le en filigrane.

Arrêtons de charger le sac à dos des éleveurs, le sac à dos des entreprises. Viennent d'être nommés deux sous-préfets. Ils sont chargés d'accompagner les entreprises, de mettre de l'huile dans les rouages administratifs, d'éviter les blocages de dossiers. Il est temps ! Mais quel sera véritablement leur pouvoir ? Espérons une fois de plus que ce ne soit pas de la Com !!! Il est inadmissible que les dossiers, que nous connaissons tous, ont mis 10 ans à aboutir ! Que de gaspillage ! Quelques exemples :

- 10 ans de dossiers et de procédures pour le projet SILL à Landivisiau !
- 10 ans de dossiers et de procédures pour le projet SICA à St Pol de Léon !
- 10 ans de dossiers et de procédures pour le projet de centrale de production d'énergie à Landivisiau,
- 10 ans de dossiers, etc...

Y aura-t-il un vrai plan de relance, ou s'agit-il simplement d'un plan de com ?

Un vrai plan de relance passe-t-il par des subventions ? C'est peut-être nécessaire mais ce n'est pas la clef de la réussite. Un plan de relance **AMBITIEUX ET SINCÈRE ne passera que par un engagement des décideurs politiques et administratifs pour faciliter l'éclosion des projets. Ne devrions-nous pas demander à chaque Préfet de réunir mensuellement députés, sénateurs, président du conseil départemental pour passer en revue l'état d'avancement administratif des projets économiques portés par les entrepreneurs de leur département ? Et ceci en présence des directeurs d'administrations concernés par les procédures ? Et chaque mois : au rapport ! dossier par dossier ! Il y a là un vrai challenge pour nos deux sous-préfets qui, s'ils veulent prendre à bras le corps le plan de relance, doivent étudier la mise en œuvre de cette méthode de travail**

En Bretagne, nous sommes nés,
En Bretagne, nous sommes arrivés pour entreprendre,
En Bretagne, nous aimons et voulons travailler.

Très bonne et heureuse année à toutes et tous, à vos familles, à vos proches !

**François PALUT,
Président**

